

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1569

[2009/201869]

3 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions à des associations de gestion centre-ville (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Les associations de gestion centres-villes*

Section 1^{re}. — *Objet social, partenariat et missions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'association de gestion centres-villes, ci-après dénommée, "l'association", a pour objet social principal la promotion, l'animation et le développement durable d'un ou de plusieurs centre(s)-ville(s). Elle favorise la création d'emplois au travers d'actions multidisciplinaires et transversales.

§ 2. L'association est située sur le territoire d'une seule ville ou d'une seule commune d'au moins 20 000 habitants.

§ 3. Au sens du présent décret, on entend par "centres-villes", une ou plusieurs zones délimitée(s) en fonction de la forte concentration des services commerciaux ou culturels et des services au citoyen qui y sont présents et de l'attractivité qu'elle(s) exerce(nt) sur les quartiers périphériques ou sur les villes et communes avoisinantes.

§ 4. Le Gouvernement peut, sur proposition des services du Gouvernement wallon, et après avis de la Commission de suivi, déroger au critère visé au § 2.

Art. 2. § 1^{er}. L'association est fondée sur un partenariat conclu entre des partenaires publics et privés en vue d'améliorer le cadre de vie urbain.

Au sens du présent décret, on entend par :

1° "partenaire public", toute personne morale de droit public dont au moins un représentant siège à l'assemblée générale de l'association ou toute personne physique mandatée officiellement par un pouvoir local;

2° "partenaire privé", toute personne physique ou morale de droit privé qui siège à l'assemblée générale de l'association.

§ 2. Les partenaires publics et les partenaires privés doivent être représentés de manière paritaire au sein du conseil d'administration de l'association dont la présidence est assurée, pour moitié de la période d'agrément, par un membre proposé d'abord par les partenaires publics et ensuite par les partenaires privés.

Le Gouvernement peut préciser les secteurs ainsi que les partenaires publics qui doivent être représentés au sein du conseil d'administration de l'association ainsi que leur nombre respectif d'administrateurs.

§ 3. Est considérée comme incompatible avec la fonction d'administrateur au sein du conseil d'administration de l'association :

1° la fonction de président du conseil d'administration et la fonction de président, de trésorier, de secrétaire, d'administrateur délégué ou de délégué à la gestion journalière occupée au sein d'une association locale de commerçants;

2° le fait d'avoir, en tant qu'administrateur et dans les cinq années qui précèdent la désignation en tant qu'administrateur, été condamné pour une infraction aux dispositions légales ou réglementaires en matière fiscale ou sociale.

Art. 3. Dans le cadre du partenariat visé à l'article 2, l'association remplit les missions suivantes :

1° élaborer et soumettre pour approbation au Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine, un plan stratégique tel que visé à l'article 4;

2° tenir un cadastre de données dans le cadre de l'outil de gestion statistique mis en place par l'organisme visé à l'article 25;

3° favoriser la création de nouveaux emplois, de nouveaux métiers ou de nouveaux services dans le ou les centres-ville(s);

4° participer au réseau des associations de gestion centres-villes afin de contribuer aux échanges de connaissances et de bonnes pratiques;

5° organiser périodiquement :

a) des rencontres thématiques entre partenaires portant sur les domaines relatifs à la vie dans les centres-villes;

b) des débats sur l'avenir des villes et centres urbains, notamment en cohérence avec tous les autres axes de développement de la ville ou de la commune et de leur périphérie;

c) des événements porteurs économiquement pour les commerces situés dans le ou les centre(s)-ville(s), sans que ces événements ne constituent l'activité principale de l'association;

d) toute action visant à créer un ou plusieurs centre(s)-ville(s) viable(s), vivant(s), attractif(s) et durable(s) en favorisant leur gestion, leur promotion et leur développement.

Le Gouvernement peut préciser les missions prévues à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. § 1^{er}. Le plan stratégique visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, est un document d'orientation et de programmation d'actions qui doivent être mises en œuvre par l'association en veillant à favoriser l'implication active des différents partenaires publics et privés.

Le plan stratégique est établi pour une période égale à celle pour laquelle l'agrément a été octroyé.

Le projet de plan stratégique est, préalablement à l'envoi au Gouvernement, transmis pour approbation au conseil communal concerné et, pour information, aux organes de gestion de chacun des partenaires publics et privés représentés au sein du conseil d'administration de l'association.

Le plan stratégique est ensuite transmis pour approbation au Gouvernement, après avis de la Commission de suivi des associations de gestion centres-villes, visée à l'article 22.

Le modèle de plan stratégique ainsi que les modalités de procédure qui s'y rapportent sont déterminés par le Gouvernement.

§ 2. Le plan stratégique est mis en œuvre par un plan d'actions annuel approuvé par le conseil d'administration de l'association.

Section 2. — La cellule exécutive

Art. 5. L'association dispose d'une cellule exécutive, composée au minimum d'un manager, le cas échéant, d'un adjoint, et, en fonction des besoins, de stewards et d'ouvriers urbains. Ces personnes sont engagées par l'association sous contrat de travail.

Art. 6. § 1^{er}. Le manager assure la gestion quotidienne de l'association. A ce titre, il veille à faire participer son personnel aux formations organisées par ou à la demande du Gouvernement, en particulier les membres du personnel engagés dans le cadre du décret du 17 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ou dans le cadre de la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales diverses.

§ 2. Le manager anime et développe les relations partenariales, notamment sur la base de son analyse de l'environnement urbain et de l'identification des besoins en ce qui concerne le développement commercial du ou des centre(s)-ville(s).

Le manager coordonne les actions prévues par le plan stratégique et le plan d'actions annuel. Le cas échéant, il veille à leur cohérence avec d'autres partenariats publics, privés ou mixtes. A ce titre, il veille tout particulièrement à la cohérence et à la complémentarité avec les actions menées par une agence de développement local, telle qu'instituée par le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, lorsque celle-ci est agréée pour tout ou partie du même territoire.

§ 3. Le manager assure les missions de représentation et de relations publiques de l'association.

Art. 7. Le Gouvernement détermine les titres et expériences requis pour accéder à la fonction de manager.

Art. 8. Ne peut être désignée comme manager la personne membre de tout organisme, parti, association ou personne morale, quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

La fonction de manager est incompatible avec tout mandat ou toute fonction de membre d'un Exécutif ou d'un conseil communal ou provincial ainsi que de tout organe qui en dépend directement.

Art. 9. Préalablement à sa désignation, le manager s'engage sur l'honneur à :

1° respecter strictement le principe de loyauté auprès de l'ensemble des membres du conseil d'administration de l'association;

2° ne pas figurer sur une liste électorale en cours d'exécution de son contrat de travail;

3° s'informer et se former, de façon permanente, en ce qui concerne les évolutions législatives et réglementaires, générales et sectorielles, ayant trait à sa fonction et aux missions de l'association.

Art. 10. § 1^{er}. L'adjoint assure principalement les tâches administratives de l'association.

Le cas échéant, il peut prendre en charge certaines actions spécifiques telles que la communication, l'animation ou d'autres tâches que lui délègue expressément le manager.

§ 2. Le Gouvernement détermine les titres et expériences requis pour accéder à la fonction d'adjoint.

§ 3. Les articles 8 et 9 s'appliquent également à la fonction d'adjoint.

Art. 11. Lorsque les besoins le justifient, l'association peut recourir aux services d'un ou de plusieurs stewards urbains, lesquels sont principalement affectés aux missions d'exécution suivantes :

1° faciliter la vie quotidienne des habitants, des commerçants ainsi que de leurs clients;

2° améliorer l'image de marque du centre urbain, notamment en agissant sur la qualité de l'environnement;

3° accroître le sentiment de sécurité des citoyens;

4° collecter et diffuser des informations auprès des commerçants, des clients et des habitants du ou des centre(s)-ville(s);

5° collecter des données micro-économiques relatives au(x) centre(s)-ville(s) de manière à alimenter l'outil de gestion statistique tenu au sein de l'association. Le Gouvernement peut préciser les missions prévues à l'alinéa 1^{er}.

Art. 12. § 1^{er}. Lorsque les besoins le justifient, l'association peut recourir aux services d'un ou de plusieurs ouvriers urbains, lesquels sont chargés de veiller, sur une zone d'intervention limitée au périmètre défini dans le plan stratégique ou dans le plan d'actions annuel, au caractère accueillant du centre urbain, en effectuant, en étroite concertation avec les services communaux compétents, des travaux principalement limités à l'entretien, au nettoyage ou aux réparations superficielles des voiries ou du mobilier urbain.

§ 2. Dans le respect des articles 31 et 32 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travaux dont les ouvriers urbains ont la charge peuvent être accomplis sous le contrôle d'un agent communal qualifié ou en suivant les instructions techniques données par celui-ci.

Dans le cadre de l'accomplissement des travaux confiés aux ouvriers urbains, le manager ou son adjoint exercent, en tant que représentants de l'association, pleinement leur autorité sur ceux-ci.

Art. 13. Lorsque les besoins le justifient, l'association peut recourir au matériel et aux matières premières nécessaires à l'accomplissement des missions des ouvriers urbains qui peuvent lui être prêtés par le service des travaux de la ville ou de la commune concernée, à la condition expresse qu'une convention spécifique soit conclue à cet effet.

Art. 14. Lorsque l'association recourt aux services de stewards urbains ou d'ouvriers urbains dans le cadre d'un contrat de travail, elle veille à engager des demandeurs d'emploi dans le cadre du décret du 17 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ou dans le cadre de la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales diverses.

CHAPITRE II. — *L'agrément et l'octroi de subventions**Section 1^{re}. — Les conditions d'agrément et de maintien de celui-ci*

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement agréé, sur proposition des services qu'il désigne, en tant qu'association de gestion centres-villes, toute association qui remplit les conditions suivantes :

1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir un objet social conforme à celui visé à l'article 1^{er};

3° avoir conclu un partenariat tel que visé à l'article 2;

4° s'engager à remplir les missions visées à l'article 3;

5° avoir un siège social pour lequel les conditions suivantes sont remplies :

a) correspondre au lieu principal d'activités;

b) ne pas être fixé à l'adresse d'une association de commerçants ou d'une agence de développement local;

6° s'engager à prendre en charge, pendant toute la période de l'agrément, une partie des coûts, de toute nature, générés par l'exécution des actions prévues dans le plan stratégique et ce, au moins à concurrence de 30 % des subventions octroyées en application de l'article 18, §§ 1^{er} et 2, dont la moitié doit obligatoirement provenir des partenaires privés;

7° s'engager à transmettre, sur simple demande du Gouvernement ou de la Commission visée à l'article 22, toutes les informations relatives aux modifications de sa forme juridique, de la composition de ses organes sociaux, des personnes habilitées à la représenter ainsi que toute information jugée utile pour apprécier le respect des conditions d'agrément;

8° s'engager à enregistrer dans l'année de l'agrément un règlement de travail auprès du bureau régional du contrôle des lois sociales. On entend par "lieu principal d'activités" au sens de l'alinéa 1^{er}, 5°, a), le lieu où sont affectés en permanence les moyens humains et où se déroulent les activités récurrentes en rapport avec l'objet social de l'association.

§ 2. L'engagement, visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, doit être concrétisé au sein des comptes annuels de l'association avant la fin de la première année qui suit la date de prise d'effets de l'agrément. A défaut, la décision d'octroi d'agrément peut être suspendue ou retirée suivant la procédure visée à l'article 17.

Art. 16. Le Gouvernement agréé l'association pour une durée initiale ne dépassant pas trois ans, reconductible, sur la base de l'évaluation prévue à l'article 26, pour des périodes de cinq ans.

Art. 17. Lorsqu'il apparaît, en cours d'agrément, que l'association est manifestement en défaut de remplir tout ou partie de ses engagements ou n'est plus en mesure de les remplir de manière satisfaisante avant l'échéance de l'agrément, le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément de l'association concernée.

Toute suspension ou retrait de l'agrément ne peut toutefois intervenir qu'après avis de la Commission qui entend préalablement les représentants de l'association concernée.

Le Gouvernement détermine la procédure de suspension et de retrait de l'agrément.

L'association agréée peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision de suspension ou de retrait de l'agrément.

Le Gouvernement détermine la procédure de recours.

Section 2. — L'octroi de subventions à l'association

Art. 18. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention de base à l'association agréée visant à couvrir le coût salarial réellement supporté par l'association pour la fonction de manager.

Le Gouvernement indexe le montant de cette subvention en janvier de chaque année en multipliant le montant de l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer une subvention variable destinée à couvrir partiellement :

1° le coût salarial réellement supporté par l'association en ce qui concerne la fonction d'adjoint;

2° les frais de fonctionnement et d'équipement supportés par l'association;

3° les besoins complémentaires pour la mise en place d'une ou de plusieurs actions spécifiques, originales ou exceptionnelles.

Le Gouvernement détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par "coût salarial réellement supporté".

Le Gouvernement détermine le montant de la subvention variable en fonction des critères suivants :

1° le nombre d'habitants de la ville ou de la commune concernée;

2° le nombre total, calculé en équivalent temps plein et par type de contrats, de travailleurs occupés au sein de l'association;

3° le rapport d'activités de l'année précédente ainsi que les comptes annuels de l'exercice précédent;

4° le cas échéant, l'existence d'une prévision budgétaire détaillée par action.

§ 3. Le Gouvernement peut octroyer, selon les modalités qu'il détermine, une aide complémentaire pour chaque poste de steward urbain ou d'ouvrier urbain occupé par un travailleur engagé dans le cadre du décret du 17 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ou dans le cadre de la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales diverses.

Art. 19. § 1^{er}. La subvention de base visée à l'article 18, § 1^{er}, est liquidée annuellement en une fois au plus tard à la fin du premier trimestre de l'exercice concerné.

§ 2. La subvention variable visée à l'article 18, § 2, est liquidée comme suit :

1° une première tranche de septante-cinq pour-cent, au plus tard à la fin du premier trimestre de l'exercice concerné;

2° la seconde tranche de vingt-cinq pour-cent, au plus tard dans les soixante jours qui suivent l'approbation par la Commission du rapport d'activités visé à l'article 26.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure de liquidation de l'aide complémentaire visée à l'article 18, § 3.

Art. 20. L'association présente des comptes annuels conformes à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Art. 21. L'association s'engage à assurer son équilibre financier.

Lorsque l'association présente un déséquilibre financier tel que précisé par le Gouvernement, elle soumet à l'approbation du Gouvernement, dans le mois suivant la notification au conseil d'administration de ce constat de déséquilibre, un plan d'assainissement permettant un retour à l'équilibre financier. Ce plan d'assainissement est préalablement soumis à l'avis de la Commission visée à l'article 22.

A défaut de présenter dans les délais un plan d'assainissement, le Gouvernement peut, sur avis de la Commission, suspendre ou retirer l'agrément à l'association concernée selon la procédure visée à l'article 17.

CHAPITRE III. — *La Commission de suivi des associations de gestion centres-villes*

Art. 22. Il est institué auprès des Services du Gouvernement une Commission de suivi des associations de gestion centres-villes, ci-après dénommée la "Commission", qui a pour missions de :

1° rendre des avis en matière de suspension ou de retrait d'agrément;

2° rendre des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, sur toute question relative aux associations de gestion centres-villes;

3° rendre un avis sur le plan stratégique de chaque association et évaluer périodiquement l'exécution des actions qui y sont prévues.

En cas d'avis sollicité par le Gouvernement, la Commission le remet dans les quarante jours de sa saisine. A défaut, cet avis n'est plus requis.

En cas d'urgence motivée, cet avis peut être demandé dans les dix jours. A défaut de respecter ce délai, l'avis n'est plus requis.

Art. 23. La Commission est composée des membres effectifs et suppléants suivants :

1° un représentant des Services du Gouvernement;

2° un représentant du service ad hoc de l'Université Catholique de Louvain;

3° un représentant du service ad hoc de l'Université de Liège;

4° un représentant de l'Institut de gestion de l'Environnement et d'Aménagement du territoire de l'Université libre de Bruxelles;

5° un représentant de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

6° un représentant du Ministre qui a l'Emploi dans ses Attributions;

7° un représentant du Ministre qui a l'Economie dans ses Attributions;

8° un représentant du Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses Attributions;

9° un représentant du Ministre qui a les Affaires intérieures dans ses Attributions.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 5°, ont voix délibérative, les autres ont voix consultative.

La Commission peut faire appel à tout expert qu'elle estime nécessaire au bon fonctionnement de ses travaux.

En outre, un représentant du département ministériel ayant la politique des grandes villes dans ses attributions est invité à participer, avec voix consultative, aux travaux de la Commission.

Art. 24. Le Gouvernement nomme, pour une durée de cinq ans reconductible, les membres effectifs et leurs suppléants. Les mandats sont renouvelés intégralement à l'issue de chaque période de cinq ans.

CHAPITRE IV. — *La mise en réseau et la professionnalisation des associations de gestion centres-villes*

Art. 25. Le Gouvernement confie à un organisme qu'il désigne les missions suivantes :

1° coordonner et animer le réseau des associations de gestion de centres-villes;

2° sensibiliser les acteurs économiques et politiques à la gestion des centres-villes;

3° développer et mettre à disposition de chaque association des outils de gestion, notamment statistiques, et d'évaluation;

4° organiser des formations spécifiques destinées principalement aux managers;

5° assurer un accompagnement technique aux managers.

CHAPITRE V. — *L'évaluation et le contrôle*

Art. 26. § 1^{er}. L'évaluation de l'association est confiée à la Commission selon les critères que le Gouvernement détermine. Cette évaluation est destinée à permettre au Gouvernement d'apprécier le respect, par l'association, des obligations qui lui incombent en vertu de l'agrément.

En vue du contrôle par le Gouvernement et par la Commission du respect des dispositions du présent décret, l'association remet chaque année à la Commission, et au plus tard le 1^{er} mars, un rapport d'activités approuvé par le Collège Communal et par le conseil d'administration de l'association.

Ce rapport d'activités décrit, notamment, le degré d'exécution des missions, telles que définies à l'article 3 et reprend un état récapitulatif du degré d'avancement du plan stratégique, un relevé des dispositions qui seront prises jusqu'à la fin de l'agrément pour atteindre les objectifs du plan stratégique ainsi que les comptes annuels approuvés par l'assemblée générale et certifiés par un comptable ou un expert comptable selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Dans l'hypothèse où une agence de développement local, telle qu'instituée par le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, est agréée pour tout ou partie du même territoire, le rapport d'activités mentionne également et spécifiquement les complémentarités et la cohérence des actions menées par l'association.

Le Gouvernement détermine le modèle de rapport d'activités.

§ 2. La Commission transmet chaque année au Gouvernement qui le transmet au Parlement un rapport global sur l'ensemble des associations de gestion centres-villes.

Art. 27. Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives transitoires, dérogatoires et finales*

Art. 28. L'article premier, 2^o, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative est complété par ce qui suit : " - Commission de suivi des associations de gestion centres-villes ; ".

Art. 29. Les associations de gestion centres-villes en activité au moment de l'entrée en vigueur du présent décret continuent à exercer leurs activités et bénéficient des subventions y afférentes. Toutefois, elles doivent introduire, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, une demande d'agrément en vertu du présent décret.

Par dérogation à l'article 16, cette demande d'agrément sera considérée comme une reconduction d'agrément et portera sur une durée de cinq ans.

Sans préjudice de ce qui précède, l'article 1^{er}, § 2, n'est pas applicable aux associations bénéficiant d'une reconnaissance dans le cadre de la phase pilote au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 30. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret au plus tard le 1^{er} juillet 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 952 (2008-2009). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 1^{er} avril 2009.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1569

[2009/201869]

3 APRIL 2009. — Decreet houdende erkenning en subsidiëring van de verenigingen voor stadscentrumbeheer (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Verenigingen voor stadscentrabeheer**Afdeling 1. — Doel, partnerschap en opdrachten*

Artikel 1. § 1. De vereniging voor stadscentrabeheer, hierna "de vereniging" genoemd, beoogt voornamelijk de promotie, de animatie en de duurzame ontwikkeling van een stadscentrum of van verschillende stadscentra. Ze bevordert de creatie van banen via multidisciplinaire en transversale acties.

§ 2. De vereniging is gevestigd op het grondgebied van één enkele stad of van één enkele gemeente die minstens 20.000 inwoners telt.

§ 3. In de zin van dit decreet wordt onder "stadscentra" verstaan één of meer zones afgebakend naar gelang van de sterke concentratie van de commerciële of culturele diensten en de dienstverlening aan de burger en van de aantrekkingskracht die ze op de randwijken of op de naburige steden en gemeenten uitoefenen.

§ 4. De Regering kan op voorstel van haar diensten en na advies van de Opvolgingscommissie afwijken van het criterium bedoeld in § 2.

Art. 2. § 1. De vereniging berust op een partnerschap dat tussen de publieke en de privé-partners gesloten wordt met het oog op een betere stedelijke levenssfeer.

In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "publieke partner", elke publiekrechtelijke rechtspersoon waarvan minstens één vertegenwoordiger zitting heeft in de algemene vergadering van de vereniging of elke natuurlijke persoon die officieel gemandateerd is door een plaatselijk bestuur;

2° "privé-partner", elke privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die zitting heeft in de algemene vergadering van de vereniging.

§ 2. De publieke partners en de privé-partners worden paritair vertegenwoordigd binnen de raad van bestuur van de vereniging, waarvan het voorzitterschap voor de eerste helft van de erkenningsperiode waargenomen wordt door een lid dat eerst door de publieke en vervolgens door de privé-partners is voorgedragen.

De sectoren en de publieke partners die binnen de raad van bestuur van de vereniging vertegenwoordigd moeten worden, alsook het aantal bestuurders daarvan, kunnen nader bepaald worden door de Regering.

§ 3. De functie van bestuurder binnen de raad van bestuur van de vereniging is onverenigbaar met :

1° de functie van voorzitter van de raad van bestuur en de functie van voorzitter, penningmeester, afgevaardigd bestuurder of afgevaardigde voor het dagelijks beheer binnen een plaatselijke middenstandervereniging;

2° het feit dat men als bestuurder en binnen vijf jaar voor de aanwijzing als bestuurder veroordeeld is wegens een overtreding van de reglementaire of wetsbepalingen betreffende de fiscale of sociale aangelegenheden.

Art. 3. In het raam van het partnerschap bedoeld in artikel 2 vervult de vereniging de volgende opdrachten :

1° een strategisch plan zoals bedoeld in artikel 4 uitwerken en ter goedkeuring aan de Regering overleggen volgens de procedure die zij bepaalt;

2° een kadaster van gegevens bijhouden in het raam van het statistische beheersinstrument dat tot stand is gebracht door de instelling bedoeld in artikel 25;

3° de creatie van nieuwe banen, beroepen of diensten in het stadscentrum (de stadscentra) bevorderen;

4° deelnemen aan het netwerk van de verenigingen voor stadscentrabeheer en zodoende bijdragen in het uitwisselen van kennis en goede praktijken;

5° instaan voor de periodieke organisatie van :

a) thematische ontmoetingen onder partners i.v.m. de domeinen betreffende het leven in de stadscentra;

b) gedachtewisselingen over de toekomst van de steden en stadscentra, meer bepaald in samenhang met de overige ontwikkelingsassen van de stad of gemeente en de rand ervan;

c) evenementen die economisch interessant zijn voor de zaken die in het stadscentrum (de stadscentra) gevestigd zijn, met dien verstande dat die evenementen niet de hoofdactiviteit van de vereniging zijn;

d) elke actie die de creatie van één of meer leefbare, drukke, attractieve en duurzame stadscentra beoogt door het beheer, de promotie en de ontwikkeling ervan te bevorderen.

De opdrachten bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 4. § 1. Het strategische plan bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, is een document ter oriëntering en programmering van de acties die de vereniging ten uitvoer moet leggen. Ze moet er voor zorgen dat de verschillende publieke en privé-partners actief betrokken worden bij die acties.

Het strategische plan wordt opgemaakt voor dezelfde duur als die waarvoor de erkenning wordt verleend.

Vooraleer het ontwerp van strategisch plan aan de Regering wordt gericht, wordt het ter goedkeuring overgelegd aan de betrokken gemeenteraad en voor informatie overgemaakt aan de beheersorganen van elk van de publieke en privé-partners vertegenwoordigd binnen de raad van bestuur van de vereniging.

Het strategische plan wordt vervolgens ter goedkeuring aan de Regering overgelegd, na advies van de in artikel 22 bedoelde Opvolgingscommissie betreffende de verenigingen voor stadscentrabeheer.

Het model van strategisch plan en de desbetreffende proceduremodaliteiten worden door de Regering vastgelegd.

§ 2. Het strategische plan wordt ten uitvoer gelegd via een jaarlijks actieplan dat door de raad van bestuur van de vereniging goedgekeurd wordt.

Afdeling 2. — Uitvoerende cel

Art. 5. De vereniging beschikt over een uitvoerende cel, die samengesteld is uit minstens een manager, desgevallend een adjunct, en, naar gelang van de behoeften, stewards en stadsarbeiders. Die personen worden door de vereniging in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst.

Art. 6. § 1. Het dagelijkse beheer van de vereniging wordt door de manager waargenomen. In die hoedanigheid zorgt hij ervoor dat zijn personeel de opleidingen volgt die door of op verzoek van de Regering georganiseerd worden, meer bepaald de personeelsleden in dienst genomen krachtens het decreet van 17 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma of krachtens de wet van 24 december 1999 houdende verschillende sociale bepalingen.

§ 2. De manager stimuleert en ontwikkelt de partnerschapsrelaties, o.a. op basis van zijn analyse van de stadsomgeving en de identificering van de behoeften i.v.m. de commerciële ontwikkeling van het stadscentrum (de stadscentra).

De manager coördineert de acties waarin het strategische plan en het jaarlijkse actieplan voorzien. Desgevallend zorgt hij voor de cohesie ervan met andere publieke, privé- of gemengde partnerschappen. In die hoedanigheid zorgt hij in het bijzonder voor de cohesie en de complementariteit met de acties gevoerd door een plaatselijk ontwikkelingsagentschap, zoals ingesteld bij het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, wanneer het voor het geheel of een gedeelte van hetzelfde grondgebied erkend is.

§ 3. De vertegenwoordigings- en public relationsopdrachten van de vereniging worden door de manager vervuld.

Art. 7. De Regering bepaalt welke titels en ervaringen vereist worden om de functie van manager te mogen uitoefenen.

Art. 8. Een persoon die lid is van een instelling, partij, vereniging of rechtspersoon die zich vijandig opstelt t.o.v. de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de in België van kracht zijnde Protocollen die dat Verdrag aanvullen, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide, mag niet als manager aangewezen worden.

De functie van manager is onverenigbaar met elk mandaat of elke functie van lid van een Executieve of van een gemeente- of provincieraad, alsook van elk orgaan dat er rechtstreeks onder ressorteert.

Art. 9. Alvorens aangewezen te worden belooft de manager op zijn erewoord :

1° het eerlijkheidsbeginsel in acht te nemen t.o.v. het geheel van de leden van de raad van bestuur van de vereniging;

2° niet op een kieslijst te staan tijdens de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst;

3° op de hoogte te blijven van de evolutie van de wetgeving en de algemene en sectorale reglementen betreffende zijn functie en de opdrachten van de vereniging en zich in dat verband permanent te vormen.

Art. 10. § 1. De adjunct vervult voornamelijk de administratieve taken van de vereniging.

Hij kan desgevallend instaan voor bepaalde specifieke acties, zoals communicatie, animatie of andere taken die de manager hem uitdrukkelijk opdraagt.

§ 2. De Regering bepaalt welke titels en ervaringen vereist worden om de functie van adjunct te mogen uitoefenen.

§ 3. De artikelen 8 en 9 zijn ook van toepassing op de functie van adjunct.

Art. 11. Wanneer de behoeften het rechtvaardigen, kan de vereniging een beroep doen op de diensten van één of meer stadsstewards, die voornamelijk voor de volgende uitvoeringstaken instaan :

1° het dagelijkse leven van de inwoners, van de winkeliers en hun klanten vergemakkelijken;

2° het imago van het stadscentrum verbeteren, o.a. door toe te zien op de kwaliteit van het leefmilieu;

3° het veiligheidsgevoel van de burgers vergroten;

4° informatie inzamelen bij de winkeliers, de klanten en de inwoners van het stadscentrum (de stadscentra);

5° micro-economische gegevens over het stadscentrum (de stadscentra) inzamelen ter bijwerking van het statistische beheersinstrument waarover de vereniging beschikt. De opdrachten bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 12. § 1. Wanneer de behoeften het rechtvaardigen, kan de vereniging een beroep doen op één of meer stadsarbeiders, die binnen een interventiezone waarvan de omtrek in het strategische plan of het jaarlijkse actieplan vastligt, ervoor moeten zorgen dat het stadscentrum gastvrij blijft, door in nauwe samenwerking met de bevoegde gemeentelijke diensten werken uit te voeren, zoals, voornamelijk, het onderhoud, de reiniging of het oppervlakkige herstel van de wegenis of van het stadsmeubilair.

§ 2. Met inachtneming van de artikelen 31 en 32 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de interimarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers van gebruikers, kunnen de werken waarmee de stadsarbeiders belast worden uitgevoerd worden onder het toezicht van een gekwalificeerd gemeentelijk personeelslid of volgens de door hem gegeven technische richtlijnen.

In het raam van de uitvoering van de werken die aan de stadsarbeiders toevertrouwd worden, oefent de manager of diens adjunct als vertegenwoordiger van de vereniging ten volle zijn gezag op hen uit.

Art. 13. Wanneer de behoeften het rechtvaardigen, kan de vereniging een beroep doen op het materiaal en de grondstoffen die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de stadsarbeiders en die haar geleend kunnen worden door de dienst van de werken van betrokken stad of gemeente, onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat daartoe een specifieke overeenkomst is gesloten.

Art. 14. Wanneer de vereniging een beroep op stadsstewards of -arbeiders doet in het raam van een arbeidsovereenkomst, zorgt zij ervoor dat zij werkzoekenden in dienst neemt krachtens het decreet van 17 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma of krachtens de wet van 24 december 1999 houdende verschillende sociale bepalingen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning en toekenning van subsidies**Afdeling 1. — Voorwaarden voor de verlening en het behoud van de erkenning*

Art. 15. § 1. Elke vereniging wordt door de Regering, op voorstel van de diensten die de Regering aanwijst, als vereniging voor stadscentrumbeheer erkend als ze de volgende voorwaarden vervult :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° een doel hebben dat overeenstemt met het doel bedoeld in artikel 1;

3° een partnerschap zoals bedoeld in artikel 2 gesloten hebben;

4° de in artikel 3 bedoelde opdrachten vervullen;

5° beschikken over een maatschappelijke zetel die aan de volgende voorwaarden voldoet :

a) hij stemt overeen met de hoofdplaats van de activiteiten;

b) hij is niet gevestigd op het adres van een winkeliersvereniging of van een plaatselijk ontwikkelingsagentschap;

6° zich verbinden tot de tenlasteneming, gedurende de gezamenlijke erkenningsperiode, van een gedeelte van allerlei kosten i.v.m. de uitvoering van de acties waarin het strategische plan voorziet, ten belope van minstens 30 % van de subsidies verleend overeenkomstig artikel 18, §§ 1 en 2, waarvan de helft noodzakelijkerwijs van de privé-partners moet komen;

7° zich verbinden tot het verstrekken, op gewoon verzoek van de Regering of van de Commissie bedoeld in artikel 22, van alle informatie over de wijzigingen i.v.m. haar rechtsvorm, de samenstelling van haar sociale organen, de personen bevoegd om haar te vertegenwoordigen, alsook van alle informatie die nuttig geacht wordt om na te gaan of de erkenningsvoorwaarden vervuld zijn;

8° zich ertoe verbinden in de loop van het jaar van de erkenning een arbeidsreglement te laten registreren bij het gewestelijk kantoor voor de controle op de sociale wetten. Onder "hoofdplaats van de activiteiten" in de zin van het eerste lid, 5°, a), wordt verstaan de plaats waar voortdurend voorzien wordt in de menselijke hulpkrachten en waar de recurrente activiteiten uitgeoefend worden i.v.m. het doel van de vereniging.

§ 2. De verbintenis bedoeld in § 1, eerste lid, 6°, wordt in de jaarrekeningen van de vereniging geconcretiseerd voor het einde van het eerste jaar na de datum van inwerkingtreding van de erkenning. Zoniet kan de beslissing tot toekenning van de erkenning opgeschort of ingetrokken worden volgens de procedure bedoeld in artikel 17.

Art. 16. De Regering erkent de vereniging voor een aanvankelijke duur van hoogstens drie jaar. Op basis van de evaluatie bedoeld in artikel 26 is die duur verlengbaar met periodes van vijf jaar.

Art. 17. Wanneer in de loop van de erkenning blijkt dat de vereniging klaarblijkelijk verzuimt het geheel of een deel van haar verbintenissen na te komen of niet meer in staat is ze voldoende na te komen voor het einde van de erkenning, kan de Regering de erkenning opschorten of intrekken.

De erkenning kan pas opgeschort of ingetrokken worden na advies van de Commissie, die vooraf de vertegenwoordigers van betrokken vereniging hoort.

De Regering bepaalt de procedure voor de opschorting en de intrekking van de erkenning.

De erkende vereniging kan een gemotiveerd beroep bij de Regering indienen tegen de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning.

De Regering bepaalt de beroepsprocedure.

Afdeling 2. — Toekenning van subsidies aan de vereniging

Art. 18. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een basissubsidie aan de erkende vereniging verlenen ter dekking van de loonkost die door haar daadwerkelijk gedragen wordt voor de functie van manager.

De Regering indexeert het bedrag van die subsidie jaarlijks in januari na vermenigvuldiging van het bedrag van het vorige jaar door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het vorige jaar, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het jaar dat aan het vorige jaar voorafgaat.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering een variabele subsidie verlenen ter dekking van :

1° de loonkost die door de vereniging daadwerkelijk gedragen wordt i.v.m. de functie van adjunct;

2° de werkings- en uitrustingskosten die door de vereniging gedragen worden;

3° de bijkomende behoeften voor de totstandbrenging van één of meer specifieke, originele of buitengewone acties.

De Regering bepaalt wat onder "daadwerkelijk gedragen loonkost" verstaan wordt.

De Regering bepaalt het bedrag van de variabele subsidie op grond van de volgende criteria :

1° het aantal inwoners van betrokken stad of gemeente;

2° het totaal aantal werknemers tewerkgesteld binnen de vereniging, berekend in voltijds equivalent en per type contract;

3° het activiteitenrapport van het vorige jaar, alsook de jaarrekeningen van het vorige boekjaar;

4° desgevallend, een uitvoerige begrotingsprognose per actie.

§ 3. De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, een bijkomende tegemoetkoming verlenen voor elke stadsstewards- of stadsarbeiderspost bekleed door een werknemer in dienst genomen krachtens het decreet van 17 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma of krachtens de wet van 24 december 1999 houdende verschillende sociale bepalingen.

Art. 19. § 1. De basissubsidie bedoeld in artikel 18, § 1, wordt jaarlijks in één keer betaald uiterlijk aan het einde van het eerste kwartaal van bedoeld boekjaar.

§ 2. De variabele subsidie bedoeld in artikel 18, § 2, wordt betaald als volgt :

1° een eerste schijf van vijfenzeventig percent uiterlijk aan het einde van het eerste kwartaal van bedoeld boekjaar;

2° een tweede schijf van vijftwintig percent, uiterlijk binnen zestig dagen na goedkeuring van het in artikel 26 bedoelde activiteitenrapport door de Commissie.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de betaling van de bijkomende tegemoetkoming bedoeld in artikel 18, § 3.

Art. 20. De jaarrekeningen van de vereniging zijn conform de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

Art. 21. De vereniging verbindt zich ertoe voor haar financieel evenwicht te zorgen.

Wanneer de vereniging een financieel onevenwicht vertoont, zoals bepaald door de Regering, legt ze binnen de maand na de kennisgeving van de vaststelling van dat onevenwicht een saneringsplan ter goedkeuring aan de Regering voor. Dat saneringsplan wordt eerst voor advies overgelegd aan de Commissie bedoeld in artikel 22.

Indien het saneringsplan niet binnen de voorgeschreven termijnen wordt overgelegd, kan de Regering de erkenning van de betrokken vereniging volgens de in artikel 17 bedoelde procedure opschorten of intrekken, na advies van de Commissie.

HOOFDSTUK III. — *Opvolgingscommissie betreffende de verenigingen voor stadscentrabeheer*

Art. 22. Er wordt bij de Diensten van de Regering een opvolgingscommissie betreffende de verenigingen voor stadscentrabeheer opgericht, hierna de "Commissie" genoemd, die de volgende opdrachten vervult :

1° advies uitbrengen m.b.t. de opschorting of de intrekking van een erkenning;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering advies uitbrengen over elk vraagstuk i.v.m. de verenigingen voor stadscentrabeheer;

3° advies uitbrengen over het strategische plan van elke vereniging en de uitvoering van de acties waarin het voorziet regelmatig evalueren.

Indien de Regering om advies verzoekt, wordt het binnen veertig dagen door de Commissie uitgebracht. Zoniet wordt het advies niet meer vereist.

In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan het advies binnen tien dagen gevraagd worden. Als die termijn niet in acht genomen wordt, wordt het advies niet meer vereist.

Art. 23. De Commissie is samengesteld uit de volgende gewone en plaatsvervangende leden :

1° één vertegenwoordiger van de Diensten van de Regering;

2° één vertegenwoordiger van de dienst ad hoc van de "Université Catholique de Louvain";

3° één vertegenwoordiger van de dienst ad hoc van de "Université de Liège";

4° één vertegenwoordiger van het "Institut de gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire de l'Université libre de Bruxelles";

5° één vertegenwoordiger van de "Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Unie van de Steden, Gemeenten en Provincies van Wallonië);

6° één vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling;

7° één vertegenwoordiger van de Minister van Economie;

8° één vertegenwoordiger van de Minister van Ruimtelijke Ordening;

9° één vertegenwoordiger van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden.

De leden bedoeld in het eerste lid, 2° tot 5°, zijn stemgerechtigd, de andere hebben raadgevende stem.

De Commissie kan een beroep doen op elke deskundige die ze nodig acht voor de goede werking van de werken.

Bovendien wordt een vertegenwoordiger van het ministerieel departement dat voor het grotenstedenbeleid bevoegd is erom verzocht de werken van de Commissie met raadgevende stem bij te wonen.

Art. 24. De Regering benoemt de gewone en plaatsvervangende leden voor een hernieuwbare duur van vijf jaar. De mandaten worden integraal hernieuwd na afloop van elke periode van vijf jaar.

HOOFDSTUK IV. — *Het in netverband brengen en de professionalisering van de verenigingen voor stadscentrabeheer*

Art. 25. De Regering belast een door haar aangewezen orgaan met de volgende opdrachten :

1° het netwerk van de verenigingen voor stadscentrabeheer coördineren en stimuleren;

2° de economische en politieke actoren sensibiliseren voor het beheer van de stadscentra;

3° beheersinstrumenten ontwikkelen en ter beschikking stellen van elke vereniging, meer bepaald inzake statistieken en evaluatie;

4° specifieke opleidingen organiseren die voornamelijk voor de managers bestemd zijn;

5° zorgen voor een technische begeleiding van de managers.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie en controle*

Art. 26. § 1. De evaluatie van de vereniging wordt aan de Commissie toevertrouwd volgens de criteria die de Regering bepaalt. Op grond van die evaluatie kan de Regering nagaan of de vereniging voldoet aan de verplichtingen die haar krachtens de erkenning opgelegd worden.

Opdat de Regering en de Commissie kunnen nagaan of de bepalingen van dit decreet in acht genomen worden, bezorgt de vereniging de Commissie jaarlijks uiterlijk 1 maart een activiteitenrapport dat is goedgekeurd door het gemeentecollege en haar raad van bestuur.

Dat activiteitenrapport vermeldt, o.a., de mate van uitvoering van de opdrachten, zoals omschreven in artikel 3, en bevat een overzicht van de staat van vordering van het strategische plan, een lijst van de maatregelen die tot de vervaldatum van de erkenning genomen zullen worden om de doelstellingen van het strategische plan te halen, alsook de jaarrekeningen goedgekeurd door de algemene vergadering en gecertificeerd door een expert-boekhouder volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

In de veronderstelling dat een plaatselijk ontwikkelingsagentschap, zoals ingesteld bij het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, voor het geheel of een gedeelte van hetzelfde grondgebied erkend wordt, vermeldt het activiteitenrapport specifiek de complementariteiten en de cohesie van de door de vereniging gevoerde acties.

De Regering bepaalt het model van het activiteitenrapport.

§ 2. De Commissie legt jaarlijks een globaal rapport over het geheel van de verenigingen voor stadscentraabeheer over aan de Regering, die het aan het Parlement overmaakt.

Art. 27. De controle en het toezicht op de inachtneming van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 betreffende het toezicht en de controle op de wetgevingen op het tewerkstellingsbeleid.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs-, afwijkings- en slotbepalingen*

Art. 28. Artikel 1, 2°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie wordt aangevuld als volgt : “-Opvolgingscommissie betreffende de verenigingen voor stadscentraabeheer;”.

Art. 29. De verenigingen voor stadscentraabeheer die hun activiteiten uitoefenen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, blijven hun activiteiten uitoefenen en genieten de desbetreffende subsidies. Ze moeten evenwel binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet een erkenningsaanvraag krachtens dit decreet indienen.

In afwijking van artikel 16 wordt die erkenningsaanvraag beschouwd als een hernieuwing van erkenning voor de duur van vijf jaar.

Onverminderd wat voorafgaat, is artikel 1, § 2, niet toepasselijk op de verenigingen die een erkenning in het raam van de proeffase genieten op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 30. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt, uiterlijk 1 juli 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD.

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 952 (2008-2009). Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.